

PLJ : RÉAGISSANT AUX DÉCLARATIONS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Mohamed Saïd accuse Zerhouni de violer la Constitution

Le PLJ (Parti de la liberté et de la justice), non agréé, de l'ex-candidat à la présidentielle d'avril dernier, Mohamed Saïd, a réagi, vivement, hier samedi, aux déclarations de Nouredine Yazid Zerhouni, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ce dernier affirmait en effet, jeudi dernier au Sénat, que «ces personnes (qui n'ont pas obtenu d'agrément pour leurs partis, ndlr) savent toutes pourquoi leur dossier est bloqué».

Et de répondre tout simplement : «Le dossier de demande d'agrément de

tout parti qui n'a pas encore été agréé est incomplet.»

Ce que réfute nettement le PLJ dans un communiqué signé par son premier responsable.

«Toute administration publique sérieuse chargée de la gestion des affaires publiques s'adresse aux citoyens par des écrits et

non par des déclarations verbales.»

Estimant lesdites déclarations «dénudées de toute valeur légale», Mohamed Saïd conclut à «un mépris des règles de gestion administrative».

Rappelant que «le dossier du PLJ, déposé le 19 mai dernier auprès de la Direction générale des libertés publiques et des affaires juridiques est complet et ne souffre d'aucun manque», Mohamed Saïd constatera que de toutes les manières, «et à supposer qu'il y ait un manque d'une pièce quelconque, les services du ministère de l'Intérieur ne nous en ont jamais fait part».

Ce qui l'amènera à affirmer que «le PLJ ne se considère nullement concerné par les propos du ministre de l'Intérieur», qu'il accuse, par ailleurs, de s'adonner à «la violation de la Constitution et de la loi sur les partis poli-

tiques».

Cette polémique à répétition entre Zerhouni et Mohamed Saïd et, avant lui, avec Taleb Ahmed Ibrahim et bien d'autres initiateurs de tentatives de création de partis politiques ne peut ne pas rappeler une autre déclaration faite un certain mars 2004.

Candidat à sa réélection, Abdelaziz Bouteflika avait clairement dit, en direct à la télévision nationale, que «tant que je suis là, il n'y aura aucun nouveau parti politique (...)».

Il y aura toujours une seule chaîne de télévision, une seule chaîne de radio en arabe, une seule chaîne de radio en français, une seule chaîne de radio en tamazight et une seule agence de presse nationale».

Et, sur ce plan-là, il a vraiment tenu parole...

K. A.



Photo : Samir Sid

SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UE À BRUXELLES **L'Union européenne «inquiète» de l'état de santé d'Aminatou Haïder**

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Au moment où s'ouvrait le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 27 à Bruxelles, la présidence de l'Union européenne a rendu public un important communiqué concernant Aminatou Haïder.

«La présidence de l'Union européenne», y est-il écrit, «exprime son inquiétude pour la santé de Aminatou Haïder». L'UE «appelle» les autorités espagnoles et marocaines «à respecter leurs obligations internationales relatives aux droits de l'homme».

La direction de l'Union européenne somme aussi le Maroc «à coopérer avec les autorités espagnoles afin qu'une solution positive soit trouvée à sa situation (de Aminatou Haïdar, ndlr)». Aminatou Haïder, militante sahraouie des droits de l'homme, figure emblématique de la résistance du peuple sahraoui, est en grève de la faim depuis le 14 novembre dernier.

Revenant des Etats-Unis où elle venait, tout juste, d'obtenir un prestigieux prix pour son combat, M^{me} Haïder se voit refuser l'entrée dans son pays, le Sahara occidental, par la police marocaine. Au motif que Aminatou Haïder a refusé de mentionner sa «marocanité» dans la fiche de contrôle d'entrée. Evidemment, la militante Haïder a refusé d'apposer «marocaine». Sahraouie, elle l'a été, Sahraouie elle l'est et Sahraouie elle le restera.

Le Maroc, pris de panique et vexé par le courage de cette grande dame, l'expulse, manu militari, aidé par la lâcheté du gouvernement espagnol, vers Lanzarote, îles Canaries. Depuis, les événements se sont accélérés. Zapatero, responsable de l'Exécutif ibérique, mis sous pression par son opinion publique, terrorisé à l'idée que Aminatou Haïder décède en territoire espagnol, essaie de sauver ce qui peut l'être. Entre-temps, l'affaire s'internationalise.

Ban Ki-moon et l'ONU, plusieurs pays et ONG mondiales, des Nobel, des personnalités de premier ordre montent au créneau pour exiger le droit au retour de la militante sahraouie. Hier, Bruxelles, par le biais de la présidence de l'Union européenne, est montée d'un cran de sa vérité envers le Maroc. Est-ce, sera-ce suffisant ?

A. M.

Avis de Décès

La famille Babaci a l'immense douleur d'annoncer le décès de Babaci Mustapha à l'âge de 72 ans, et ce, le 12 décembre 2009.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui au cimetière d'El-Madania après la prière du Dohr.

Que Dieu le Tout-Puissant accorde au défunt Sa Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

LADDH / CONFÉRENCE-DÉBAT SUR LES DROITS DE L'HOMME

La pratique des libertés en Algérie à la loupe

A l'occasion de la célébration du 61^e anniversaire de la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la section tiziouzienne de la LADDH a organisé une conférence-débat sur la réalité et la pratique des droits de l'homme et des libertés dans notre pays.

Une réalité en clair-obscur, ont convenu les conférenciers et les invités conviés, dans la matinée d'hier, à cette rencontre qui s'est déroulée à la maison de la Culture de la ville des Genêts.

Avocat, enseignant à la faculté de droit de l'université de Tizi-Ouzou et spécialiste en droit constitutionnel, Taleb Tahar s'est intéressé à la problématique de l'intégration dans le processus et la pratique judiciaires algériens des traités et conventions internationales ratifiés par l'Algérie et les problèmes rencontrés par les praticiens du droit et des justiciables.

Malgré leur ratification par l'Algérie et leur supériorité par rapport au droit algérien, reconnue par la Constitution, quand ils ne sont pas en contradiction avec ce texte législatif fondamental et certaines spécificités du droit algérien, ces conventions et traités internationaux qui «constituent le support fondamen-

tal des droits de l'homme» font l'objet de contraintes qui prennent souvent dans la pratique institutionnelle une forme insidieuse.

Le retard mis dans l'ordonnancement juridique et l'introduction de ces instruments dans la loi algérienne, à travers leur publication au Journal officiel qui constitue la condition de leur application, fait partie des facteurs de blocage des droits des justiciables, selon le même conférencier qui précisera que l'adhésion et la ratification de ces traités et conventions ne rendent pas compte de la réalité des droits de l'homme en Algérie.

Si, pour le conférencier, l'Algérie est très en avance dans la ratification et l'adhésion à des traités et conventions internationaux, le droit reconnu, en principe, aux Algériens de se prévaloir du bénéfice des dispositions juridiques de ces textes devant les juridictions nationales dépend beaucoup de la volonté et

de «la hardiesse du juge», dira l'orateur.

Et de préciser que les réserves que chaque pays a le droit de formuler lors de la signature de ce type de traité ne sont pas publiées en Algérie. Autre contrainte rencontrée par les praticiens du droit, celle de la non-publication des comptes rendus relatifs à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, qui ne sont accessibles qu'aux seuls magistrats, regrettera le conférencier.

Constituant le deuxième axe constitutif des droits de l'homme, la pratique des libertés syndicales a été abordée par M. Sadali Oussalem, secrétaire général du Satef, une formation syndicale du secteur de l'éducation.

S'appuyant, dans son exposé, sur l'expérience des syndicats autonomes, il précisera, d'emblée, que la libération de l'activité syndicale n'est que de pure forme. Insinuant par là que le législateur semble donner d'une main ce qu'il retire de l'autre, Sadali dira que «la loi permet seulement la création de syndicats sectoriels, et les tentatives de regroupement ou de création de fédérations de ces syndicats se heur-

tent au refus d'un enregistrement auprès de l'administration».

Et de préciser que «les récentes expériences de regroupement et d'organisation des syndicats autonomes est une manière de lutter contre le corporatisme syndical, qui constitue un danger quant à l'effritement du mouvement syndical».

Pour l'orateur, la liberté syndicale, partie intégrante des droits de l'homme, n'est pas respectée en Algérie. La non-reconnaissance du statut de partenaire social aux syndicats autonomes, l'interdiction de se constituer en regroupement, le refus de leur octroyer des subventions et des sièges et, enfin, la répression administrative et judiciaire qui frappe des syndicalistes constituent autant de preuves sur la fermeture du champ syndical, selon le secrétaire général du Satef qui constate que l'obstruction des voies de la négociation et de la médiation sociale est une prime à la violence et à l'émeute «L'Algérie est assise sur un volcan», préviendra-t-il en guise de conclusion.

S.A.M.